

Questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle

1. Intercommunalités, départements et régions

Quelles évolutions l'intercommunalité doit-elle encore connaître pour que les maires puissent ensemble assurer le développement solidaire des territoires urbains et ruraux et leur permettre d'être les partenaires des autres collectivités locales et de l'Etat ?

- 1.1 Faut-il accroître les **compétences** exercées au niveau intercommunal, élargir les **périmètres** des communautés, consolider et renforcer leurs **moyens** financiers et fiscaux ?
- 1.2 Les instances dirigeantes des communautés : conseil ou (et) président doivent-elles être élues au **suffrage universel direct** ?
- 1.3 Doit-on modifier et dans quel sens les rapports actuels entre les communes et les structures intercommunales ? Quel rôle doivent jouer demain les départements et les régions ?

2. Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales

La nécessaire confiance qui doit présider aux rapports entre l'Etat et les collectivités locales implique de redéfinir les termes d'un partenariat financier équilibré dans la durée.

- 2.1 Comment limiter ou compenser l'**impact** des décisions de l'Etat sur les finances locales ?
- 2.2 Les règles qui déterminent actuellement l'évolution des **concours financiers de l'Etat** aux collectivités locales doivent-elles être modifiées et dans quel sens ?
- 2.3 Etes-vous favorable à un renforcement de la part de ces concours affectée à la **péréquation** ?

3. Réforme de la fiscalité directe locale

Partagez-vous l'idée portée conjointement par l'AMF, l'ADF et l'ARF, qu'il est devenu urgent de réformer la fiscalité directe locale ?

Parmi les orientations possibles d'une telle réforme quelles sont celles que vous pourriez envisager ?

- 3.1 Faut-il asseoir la **taxe d'habitation** sur les revenus ?
- 3.2 Etes-vous favorable au remplacement de la taxe professionnelle par un **autre impôt assis sur l'activité économique** ?
- 3.3 Faut-il asseoir pour partie la fiscalité locale sur un **impôt national** (imposition additionnelle) ou organiser le **partage** d'un impôt national ?
- 3.4 Etes-vous favorable à la « **spécialisation** » des impôts locaux ?

4. Statut de l' élu

Les dispositions qui régissent depuis 1992 les conditions d'exercice du mandat du maire et constituent le statut de l' élu ne sont plus à la hauteur des responsabilités que l'Etat comme les citoyens lui demandent d'assurer.

- 4.1 Quelles mesures préconiserez-vous pour faciliter l'exercice de leur fonction et améliorer leur disponibilité ?
- 4.2 Comment améliorer le régime **de retraite** des maires ?

5. **Egalité des chances**

Quelle politique entendez-vous conduire pour promouvoir l'égalité des chances sur l'ensemble des territoires et plus particulièrement dans certains territoires ruraux et urbains ?

5.1 Comment comptez-vous assurer l'égal accès au **service public** sur l'ensemble du territoire ?

5.2 Comptez-vous vous appuyer sur la **charte** sur l'organisation de l'offre des services publics et au public en milieu rural signée par l'AMF, le Premier Ministre et des opérateurs ?

5.3 Quels dispositifs et quels moyens, entendez-vous mobiliser pour arrêter la dégradation des **quartiers urbains en grande difficulté sociale** ?

6. **Sécurité et prévention de la délinquance**

Les maires sont de plus en plus interpellés et sollicités pour le maintien de la sécurité, la prévention de la délinquance et des incivilités.

6.1 Quel rôle doit selon vous jouer le maire ?

6.2 De quels moyens juridiques, financiers et humains doit-il disposer ? Quelle articulation prévoir notamment en termes d'échanges d'informations avec les services éducatifs, sociaux, de la justice et de la police ?

7. **Environnement et développement durable**

Les actions conduites par les communes notamment dans le cadre des Agendas 21, pour promouvoir le développement durable, maîtriser l'énergie, lutter contre l'effet de serre, développer l'habitat économe, et les transports alternatifs, protéger la biodiversité seront d'autant plus efficaces qu'elles seront relayées par les citoyens et les acteurs économiques.

Quelle politique et quelles mesures comptez-vous adopter pour appuyer et amplifier l'engagement des communes et favoriser des pratiques et des comportements éco-responsables ?

8. **L'Europe**

Les décisions prises au niveau européen seront d'autant mieux comprises et acceptées par les maires que leur impact sur la gestion locale sera préalablement mesuré.

8.1 Que comptez-vous faire pour que les associations d'élus locaux puissent être **associées** à la préparation de ces décisions et **consultées** par le gouvernement lorsque les négociations européennes portent sur les domaines qui les concernent ?

8.2 Etes-vous favorable à ce qu'intervienne une **directive cadre** sur les services économiques d'intérêt général ?

9. **Le principe constitutionnel de la laïcité et la loi de 1905**

Partagez-vous l'opinion émise par les maires lors du 89^{ème} Congrès des maires de France que ce principe et cette loi constituent des piliers essentiels de la République et ne sont pas négociables ?

Dans l'affirmative, quelles initiatives envisagez-vous de prendre pour les faire respecter et les conforter ?

10. **Elections municipales**

Le 89^{ème} Congrès a pris acte avec satisfaction des déclarations du gouvernement maintenant en mars 2008, date fixée par la loi, le renouvellement général des conseils municipaux. Vous engagez-vous dans ce sens ?